

Les questions socio-économiques, une différenciation essentielle ?

Régis DANDROY

1. Introduction

Le positionnement des partis et des électeurs sur le clivage socio-économique est considéré en général comme l'indicateur le plus pertinent de l'analyse des idéologies partisanes et des comportements électoraux et a été utilisé dans nombre d'études comparatives en science politique. Ce clivage correspond au clivage classique de Lipset et Rokkan qui oppose travailleurs et employeurs suite aux mouvements de la révolution industrielle¹. Par la suite, ce clivage sera étendu à d'autres dimensions et d'autres enjeux pour conduire à la construction d'un axe gauche-droite qui correspond à un indicateur de positionnement idéologique générique et quasi universel. Cet axe gauche-droite qui recouvre les oppositions socio-économiques fondatrices a aussi intégré des thèmes tels que la défense et le pacifisme, la décolonisation, les droits de l'homme, le constitutionalisme, l'éthique, l'ordre public et la répression, l'enseignement et la religion². Ainsi, dans le cas de la Belgique, des thèmes comme l'immigration ou l'écologie ne seraient que des composantes de cet axe gauche-droite³. Un parti situé à droite sur cet axe serait en faveur de moins d'intervention de l'Etat

¹ S. M. LIPSET et S. ROKKAN, « Cleavages Structures, Party Systems and Voter Alignments : An Introduction », in S. M. LIPSET et S. ROKKAN (éd.), *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967, p. 14.

² H.-D. KLINGEMANN, A. VÖLKENS, J. BARA, I. BUDGE et M. McDONALD, *Mapping Policy Preferences II. Estimates for Parties, Electors and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 5.

³ M. CASTANHEIRA et A. NOURY, « Les positions politiques des partis belges », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, 46/1, 2007 ; M. CASTANHEIRA et J. HINDRINKS (éd.), *Réformer sans tabous. 10 questions pour la Belgique de demain*, Bruxelles, De Boeck, 2007, p. 20.

dans l'économie mais aussi de restrictions plus importantes en matière d'immigration et de protection moindre de l'environnement.

Malgré cette tentative « holistique » d'intégrer tous les thèmes et enjeux dans un seul axe, d'aucuns affirment que cet axe ne peut à lui seul combiner tous les clivages existants. Par exemple, les électeurs d'un parti qualifié d'extrême droite se situent bien souvent économiquement au centre-gauche. Des thèmes et enjeux, comme l'Europe ou le régionalisme, s'intègrent difficilement dans cet axe et nombreux sont ceux qui remettent en question la capacité de l'opposition gauche-droite à intégrer la division entre conservateurs et progressistes. Nous nous concentrerons donc ici sur un aspect particulier de l'opposition gauche-droite, à savoir les oppositions sur le clivage socio-économique, questions de première importance dans l'interprétation du comportement des électeurs. Elles recouvrent nombre d'aspects de la vie économique dont l'ampleur de l'interventionnisme étatique : sujet qui divise les partisans d'un laissez-faire économique, d'une intervention minimale de l'Etat dans l'économie et les thuriféraires d'un interventionnisme étatique important ⁴.

Nous commencerons donc par identifier le positionnement des électeurs sur ces questions d'ordre socio-économique, combinées sur une échelle avant de nous attacher aux profils sociologique et politique de ces électeurs. Nous relierons ensuite le positionnement socio-économique des répondants à leur auto-positionnement sur un axe gauche-droite.

2. Les positionnements des électeurs sur les questions d'ordre socio-économique

Lors de l'enquête menée à la sortie des urnes le 10 juin 2007 par le Centre d'étude de la vie politique, deux propositions ont été soumises aux personnes interrogées en lien avec les questions d'ordre socio-économique. Les répondants ont pu exprimer leur avis sur les propositions selon six nuances : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « ni d'accord, ni contre », « plutôt contre », « tout à fait contre » et « je ne sais pas ». Ces deux propositions sont représentatives des débats actuels autour de l'opposition idéologique entre gauche et droite d'un point de vue économique.

La première concerne le service public, et plus particulièrement les services postaux. Il a été demandé aux répondants de se prononcer sur la proposition : « La Poste devrait être privatisée » (tableau 1). En Communauté française, moins d'un tiers (29%) des individus interrogés affirment être plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec la proposition, tandis qu'une majorité de répondants affirme être plutôt voire tout à fait contre cette proposition (56,1%).

⁴ B. GOEMINNE, J. BILLIET et M. SWYNGEDOUW, « Structurele en culturele determinanten van het stemgedrag. 1999 versus 2003 », in M. SWYNGEDOUW, J. BILLIET et B. GOEMINNE (éd.), *De Kiezer onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen*, Leuven, Universitaire Pers Leuven, 2007, p. 17.

Tableau 1. Positionnement des répondants sur la proposition :
« La Poste doit être privatisée »

	<i>Communauté française</i>		<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	308	12,8	147	11,7	161	13,9
Plutôt d'accord	392	16,2	228	18,2	164	14,1
Ni d'accord ni contre	359	14,9	184	14,7	175	15,1
Plutôt contre	486	20,1	256	20,4	230	19,8
Tout à fait contre	869	36,0	439	35,0	430	37,1
Total (N)	2 414	100,0	1 254	100,0	1 160	100,0
Ne sait pas	323		167		156	
Non-réponse	70		67		3	

Les nuances régionales sont faibles. Tant en Wallonie qu'à Bruxelles, une majorité des répondants se positionne contre la privatisation de la Poste (55,4% en Wallonie et 59,9% à Bruxelles), tandis qu'un peu moins de 30% des individus se déclarent en faveur de cette proposition (29,9% en Wallonie et 28% à Bruxelles).

La seconde affirmation soumise au répondant concerne un acteur incontournable de la vie socio-économique belge : les syndicats. L'implication des syndicats dans la défense des travailleurs et dans la vie économique en général est une thématique souvent utilisée dans les enquêtes d'opinions. La phrase est formulée comme suit : « Les organisations syndicales devraient avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques » (tableau 2). La majorité des personnes sondées se déclare tout à fait ou plutôt d'accord (57,9%), alors qu'ils sont environ un quart à s'y opposer de manière plus ou moins forte (27,7%).

Tableau 2. Positionnement des répondants sur la proposition : « Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques »

	<i>Communauté française</i>		<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>	
	N	%	N	%	N	%
Tout à fait d'accord	802	30,9	420	31,2	382	30,7
Plutôt d'accord	699	27,0	385	28,6	314	25,2
Ni d'accord ni contre	372	14,4	204	15,2	168	13,5
Plutôt contre	406	15,7	184	13,7	222	17,8
Tout à fait contre	312	12,0	152	11,3	160	12,8
Total (N)	2 591	100,0	1 345	100,0	1 246	100,0
Ne sait pas	141		80		61	
Non-réponse	75		63		12	

Des nuances apparaissent selon les régions. En effet, si 59,8% des répondants wallons s'estiment en faveur du renforcement du poids des syndicats, ils sont légèrement moins nombreux à partager la même opinion à Bruxelles (55,9%). De

même, la proportion d'individus s'opposant à cette proposition est sensiblement supérieure à Bruxelles (30,6%) qu'en Wallonie (25,0%).

Si le taux de non-réponses se situe dans la normale, la proportion de répondants ayant répondu « je ne sais pas » à ces deux questions est élevée. Près de 5% de l'échantillon affirment ne pas savoir répondre à la question concernant les syndicats ⁵ et cette proportion atteint 11,5% pour la question de la privatisation de la Poste. Notons que les questions socio-économiques, dont la portée a une implication directe sur la vie de tous les jours des citoyens, sont celles où le taux de réponse est le plus faible. La notion de privatisation a trouvé moins d'écho auprès des électeurs sondés, signe d'un faible degré de connaissance politique ou, à tout le moins, d'intérêt pour les questions socio-économiques d'une partie non négligeable de l'électorat.

Les deux thématiques divisent la population en deux camps assez bien définis. Le faible pourcentage d'individus qui expriment un point de vue neutre (« ni pour, ni contre ») le confirme (respectivement 14,9% et 14,4%). Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'en général, les répondants ont tendance à opter pour les positions centrales lorsqu'ils sont confrontés à une échelle de réponse. Ils confirment l'intérêt et la pertinence de ces propositions pour saisir l'opinion des électeurs wallons et bruxellois sur les grands enjeux socio-économiques actuels.

Les réponses aux deux questions ci-dessus présentent des distributions assez similaires, quoique inversées en raison de la direction opposée des propositions ⁶. Le tableau croisé des positionnements des répondants sur les deux propositions nous donne un aperçu du rapport entre les deux questions (tableau 3). La majorité des individus qui se disent contre la privatisation de la Poste sont aussi favorables à une implication forte des syndicats (n = 373). Cependant, du côté des répondants qui ne se situent ni pour ni contre cette proposition et de ceux se situant à l'opposé du spectre socio-économique, les tendances sont moins claires et moins systématiques.

Certaines situations sont frappantes. C'est le cas de celle des individus se positionnant aux deux extrêmes du spectre socio-économique pour ces deux questions. En effet, on rencontre dans l'enquête des individus qui sont à la fois pour la privatisation de la Poste et pour une plus grande implication des syndicats dans la prise de décision économique (n = 97), ainsi qu'un nombre égal de répondants se déclarant à la fois contre la privatisation de la Poste et contre un poids accru des syndicats.

⁵ Nous observons également que, parmi les individus interrogés, ce sont les inactifs qui sont les plus nombreux à répondre « je ne sais pas » à la question fermée sur les syndicats (15,1% des chômeurs, invalides et minimexés ; 18% des étudiants ; et 28,8% des personnes au foyer et (pré-)pensionnés). Cela semble logique puisque, de par leur statut, ils sont moins directement en prise avec la vie économique et la vie active.

⁶ Ce lien est confirmé statistiquement puisque le taux de corrélation de Pearson de ces deux variables s'élève à .88* (significatif à 0.05).

Tableau 3. Positionnement croisé des répondants sur les deux propositions socio-économiques

		<i>Syndicats</i>					Total
		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord ni contre	Plutôt contre	Tout à fait contre	
<i>Poste</i>	Tout à fait contre	373	190	104	75	97	839
	Plutôt contre	108	146	74	106	29	463
	Ni d'accord ni contre	66	122	72	50	31	341
	Plutôt d'accord	71	89	50	104	48	362
	Tout à fait d'accord	97	48	37	38	76	296
	Total	715	595	337	373	281	2 301

Néanmoins, nous avons opté pour une présentation combinée de ces deux variables dans un même indicateur socio-économique et pour un traitement conjoint. L'échelle gauche-droite économique que nous avons construite combine les résultats des deux questions présentées ci-dessus.

Tableau 4. Echelle de positionnement socio-économique

	<i>Communauté française</i>		<i>Wallonie</i>		<i>Bruxelles</i>	
	N	%	N	%	N	%
Gauche marquée	671	29,2	355	29,9	316	28,3
Gauche	658	28,6	341	28,8	317	28,4
Centre	461	20,0	237	20,0	224	20,1
Droite	349	15,2	175	14,8	174	15,6
Droite marquée	162	7,0	78	6,6	84	7,5
Total	2 301	100,0	1 186	100,0	1 115	100,0

On le voit, les résultats agrégés du tableau 4 sont fort semblables à ceux présentés précédemment pour les questions portant sur la Poste et les syndicats. Cet axe économique gauche-droite n'est qu'une manière plus schématique de présenter le positionnement des francophones sur ces deux questions socio-économiques symptomatiques.

3. Pénétration des électeurs socio-économiquement de gauche et de droite sur les variables socio-démographiques

Dans cette deuxième partie, nous étudierons les caractéristiques socio-démographiques des individus qui se positionnent pour ou contre ces deux affirmations socio-économiques et tenterons d'en dresser un profil idéal-typique. Nous analyserons ainsi successivement les effets des variables de genre, d'âge, de statut professionnel et d'éducation sur l'échelle socio-économique construite auparavant.

Si l'on croise cette échelle socio-économique avec la variable de genre, on remarque que la majorité des hommes et des femmes se situe à gauche du clivage économique (tableau 5). Néanmoins, des différences liées au genre apparaissent : les femmes tendent à se situer légèrement plus à gauche en terme socio-économique (62,2%) que leurs correspondants masculins (54,0%).

Tableau 5. Proportion d'électeurs économiquement à gauche ou à droite selon le genre (en %)

	<i>Gauche</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Droite</i>	<i>Position moyenne</i>
Homme	54,0	20,5	25,5	2,58
Femme	62,2	19,5	18,3	2,42
Total (N)	1 324	460	509	2,51

A l'inverse, les différences se retrouvent dans le positionnement à droite sur l'axe économique, puisque les hommes manifestent un profil socio-économique de droite plus important (25,6%) que les femmes (18,3%). Ces observations confirment le *gender gap* déjà observé lors des élections fédérales de 2003 : sur des questions de positionnement idéologique et surtout sur le rôle des syndicats dans l'économie, les femmes se situent économiquement plus à gauche que les hommes ⁷.

Le positionnement des francophones sur le clivage gauche économique – droite économique est aussi une question de génération (tableau 6). On remarque des divergences significatives lorsque l'on croise cette position avec l'âge du répondant. Les plus jeunes répondants se situent économiquement le plus à gauche. Ils sont plus de deux tiers à partager cette opinion (68,5%). Les générations suivantes (de 25 à 44 ans) se situent aussi à gauche sur ces questions socio-économiques, mais de manière moins prononcée, avec environ 55% des répondants. Dans la classe d'âge 45-54 ans, 60,2% d'individus se positionnent à gauche, tandis que les générations les plus âgées sont économiquement les moins à gauche. Seule une petite moitié d'entre eux adopte des positions socio-économiquement à gauche (53,6% et 53,5%).

Tableau 6. Proportion d'électeurs économiquement à gauche ou à droite dans les catégories d'âge (en %)

	<i>Gauche</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Droite</i>	<i>Position moyenne</i>
Moins de 25 ans	68,5	15,4	16,1	2,33
25-34 ans	57,4	19,5	22,1	2,60
35-44 ans	55,1	21,4	23,5	2,56
45-54 ans	60,2	18,1	21,7	2,42
55-64 ans	53,6	23,5	21,9	2,53
65 ans et plus	53,5	21,6	25,9	2,56
Total (N)	1 314	453	503	2,51

Des divergences significatives apparaissent si l'on décompose les réponses aux questions qui composent l'échelle socio-économique. Les plus âgés s'y opposent à la proposition de privatisation de la Poste mais ce sont les moins nombreux à soutenir la proposition du poids accru des syndicats. A l'inverse, le soutien aux syndicats est le plus fort dans les jeunes générations alors qu'elles sont davantage en faveur d'une privatisation de la Poste.

⁷ A. LLOREN et V. VAN INGELGOM, « Le genre et la politique : La parité aux élections », in A.-P. FROGNIER, L. DE WINTER et P. BAUDEWYNS (éd.), *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, Bruxelles, De Boeck, 2007, p. 221.

Intuitivement, le statut professionnel de l'individu semble déterminant dans l'analyse du positionnement sur l'axe économique gauche-droite. Nous constatons en effet d'importantes différences selon le statut du répondant par rapport aux deux propositions qui constituent notre échelle socio-économique (tableau 7). Ceux qui se positionnent économiquement le plus à gauche sont les chômeurs, les invalides et les minimexés (69,1%), suivis de près par trois autres catégories socio-professionnelles : les ouvriers (65,9%), les étudiants (65,7%) et les fonctionnaires (63,4%). D'autres catégories sont aussi composées de membres se situant au sein de la gauche économique, tels les employés (57,5%) et les personnes au foyer et (pré-)pensionnés (57,3%). Enfin, certaines catégories socio-professionnelles sont dominées par des individus économiquement de droite comme les commerçants et indépendants (32,8% de répondants économiquement à gauche) et, dans une moindre mesure, les professions libérales (40,1%) et les cadres (49,1%).

Tableau 7. Proportion d'électeurs économiquement à gauche ou à droite dans les catégories socio-professionnelles (en %)

	<i>Gauche</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Droite</i>	<i>Position moyenne</i>
Ouvrier	65,9	22,4	11,7	2,19
Employé	57,5	20,5	21,9	2,52
Fonctionnaire	63,4	16,9	19,7	2,36
Cadre	49,3	15,1	35,5	2,89
Profession libérale	40,2	23,1	36,8	2,96
Commerçant/indépendant	32,8	20,8	46,4	3,23
Chômeur, invalide, minimexé	69,1	19,7	11,2	2,18
Homme/femme au foyer, (pré)pensionné	57,3	21,9	20,8	2,45
Etudiant	65,7	17,4	16,9	2,40
Total	1 325	458	511	2,51

La dernière variable socio-démographique étudiée ici concerne le niveau d'éducation des répondants. La relation entre ces deux variables est en fait quasi linéaire (tableau 8). En effet, la proportion de répondants se situant à gauche est la plus élevée chez ceux qui ont seulement un diplôme du secondaire inférieur (64,1%). Suivent les individus sans diplôme et les diplômés du primaire au maximum (63,6%), les diplômés du secondaire supérieur (60,2%), les diplômés du supérieur non universitaire (55,7%) et enfin les universitaires (51,8%). La comparaison des moyennes met cette linéarité en lumière, le positionnement moyen des répondants sur une échelle à 5 positions variant de 2,22 (catégorie des sans diplôme ou diplôme primaire) à 2,69 (catégorie des universitaires).

Selon le type de proposition socio-économique soumise au répondant, le capital scolaire a plus ou moins d'influence. Ainsi, la question de la privatisation ne semble pas opposer diamétralement les individus ayant un parcours scolaire différent. A l'inverse, la question du poids accru des syndicats pour les grandes décisions économiques met en lumière des divergences importantes selon le capital scolaire, ceux n'ayant

pas ou très peu suivi d'études étant les plus favorables aux syndicats tandis que les universitaires y sont les plus opposés.

Tableau 8. Proportion d'électeurs économiquement à gauche ou à droite dans les niveaux de diplôme (en %)

	<i>Gauche</i>	<i>Position centrale</i>	<i>Droite</i>	<i>Position moyenne</i>
Aucun/primaire	63,6	24,8	11,6	2,22
Secondaire inférieur	64,1	19,2	16,6	2,31
Secondaire supérieur	60,1	19,1	20,7	2,45
Supérieur non universitaire	55,7	20,1	24,2	2,56
Universitaire	51,8	20,5	27,7	2,69
Total	1 323	459	510	2,51

4. Positionnement socio-économique et vote

Comment l'électorat des principales formations politiques en Communauté française se distribue-t-il entre les deux pôles ? Les résultats obtenus par le parti socialiste lors du scrutin de 2007 (tableau 9) sont très clairs et révélateurs de leur positionnement idéologique. Une large majorité (73,9%) se situe économiquement plus ou moins fortement à gauche. Le positionnement moyen des électeurs socialistes sur l'échelle est de 2,08 (sur une échelle de 5). Ils sont, en outre, nombreux à souhaiter un poids accru des syndicats. Cette opinion des électeurs socialistes – près de trois quarts d'entre eux – est assez révélatrice de leurs préoccupations et sans doute liée aux particularités socio-démographiques de cet électorat : ils appartiennent à des couches plus défavorisées de la population et ont un intérêt plus marqué pour la défense des acquis et les revendications sociales sur le lieu du travail. A l'inverse, les pourcentages d'électeurs PS se situant au centre ou à droite de l'échiquier économique sont assez faibles, avec respectivement 15,7% et 10,3%.

Tableau 9. Positionnement de l'électorat des principaux partis francophones sur l'échelle socio-économique (en %)

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>
Gauche marquée	42,3	11,4	23,0	38,4
Gauche	31,6	22,8	34,9	33,6
Position centrale	15,7	22,3	26,0	15,9
Droite	8,9	27,5	13,5	9,2
Droite marquée	1,4	16,0	2,6	2,9
Position moyenne	2,08	3,13	2,49	2,19

Le positionnement des électeurs du MR est tout autre : ils sont plus nombreux à se situer économiquement à droite (43,5%) qu'à gauche (34,2%). Leur positionnement moyen est de centre-droit. Les électeurs du MR sont aussi 22,3% à se situer au centre de ce clivage. Ces résultats ne sont pas surprenants dans la mesure où l'électorat libéral est traditionnellement composé d'individus bénéficiant d'une situation socio-économique assez aisée. Les chiffres obtenus sur la proposition relative aux syndicats

sont identiques à ceux concernant la privatisation de la Poste, mettant en lumière l'homogénéité de l'électorat libéral sur ces deux questions.

L'homogénéité sur les questions socio-économiques caractérise aussi les électeurs du CDH. Les réponses aux deux propositions révèlent des chiffres très semblables. La majorité des électeurs humanistes (57,9%) se positionne économiquement à gauche, tandis qu'ils ne sont que 16,1% à se situer à la droite de cet axe économique. Enfin, 26% de ces électeurs du CDH se placent au centre du clivage économique. Le positionnement moyen des électeurs est de centre-gauche (2,49).

À l'image de l'électorat du PS, les électeurs écologistes ont une opinion très marquée sur les thèmes socio-économiques : ils sont bien plus nombreux à se positionner économiquement à gauche (72,0%) qu'au centre (15,9%) ou à droite (12,1%). Leur positionnement moyen est proche de celui des électeurs socialistes (2,19). L'opposition à la question portant sur les services postaux est supérieure dans l'électorat écologiste que dans celui du PS.

On le voit, les électors des partis francophones sont assez divisés sur les questions socio-économiques. D'un côté, les électeurs socialistes et écologistes sont très favorables à l'importance des syndicats et en opposition significative à la privatisation des services postaux. Ces électors sont néanmoins dissociables selon les thématiques puisque, de tous les partis francophones, les électeurs verts sont ceux qui s'opposent le plus à la privatisation de la Poste tandis que ceux du PS expriment le plus d'opinions favorables au poids accru des syndicats.

De l'autre côté, les électeurs MR sont les seuls à s'exprimer majoritairement en faveur de la privatisation de la Poste et en opposition au poids plus important des syndicats. Cependant, les traits ne sont pas aussi marqués que dans les électors socialiste et écologiste : une frange non négligeable de l'électorat libéral soutient les syndicats et s'oppose à la privatisation de la Poste. À mi-chemin entre ces deux groupes de partis se situent les électeurs du CDH, dont une légère majorité défend la proposition concernant les syndicats et s'oppose à la privatisation des services postaux. Mais les tendances ne sont pas aussi claires dans le cas du CDH que dans les électors socialiste et écologiste.

Ces résultats relatifs à la position des électors des partis francophones sur les deux propositions ne sont guère surprenants : ils confirment que, traditionnellement, les électeurs du PS et d'Ecolo se situent socio-économiquement à gauche, ceux du CDH au centre-gauche et ceux du MR au centre-droit. Une étude menée lors des élections fédérales de 2003 avait conclu cependant que les électors du PS et d'Ecolo étaient fort semblables et se situaient au centre-gauche, tandis que les électors du MR et du CDH se situaient tous deux à cheval entre le centre et le centre-droit⁸. Il est évidemment toujours délicat de généraliser sur la base de deux affirmations seulement. Mais les résultats obtenus ici sont symptomatiques du positionnement idéologique en matière socio-économique qui sépare les électors francophones.

⁸ R. DANDROY, « L'analyse des programmes des partis », in A.-P. FROGNIER, L. DE WINTER et P. BAUDEWYNS (éd.), *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, Bruxelles, De Boeck, 2007, p. 133.

Si le nombre trop faible de répondants affirmant avoir voté pour le Front national ne nous permet pas d'inférer de relations statistiquement significatives, nous pouvons néanmoins observer que, en gros, l'électorat du FN occupe une position socio-économique de gauche et de centre-gauche sur cet axe. Ils sont plus de la moitié (60,3%) à se positionner économiquement à gauche, 22,2% au centre et 17,4% à droite et à l'extrême droite. Ces résultats confirment en partie les observations faites en Flandre à propos de l'électorat du *Vlaams Belang* qui est, sur cet axe, proche des électeurs socialistes flamands, c'est-à-dire à gauche de l'échiquier économique⁹.

Enfin, la frange d'électeurs restante (ceux qui ont voté blanc, ne savent pas pour qui ils ont voté, ou qui ont voté pour d'autres partis que les cinq susmentionnés) fait preuve d'une même tendance à se positionner à gauche ou au centre-gauche du clivage socio-économique. Ils sont une large majorité à occuper la gauche économique, à savoir 59,9% des répondants ayant voté pour un autre parti et 60,1% de ceux qui ont voté blanc ou qui ne savent pas pour qui ils ont voté. En outre, ils ne sont respectivement que 19,8% et 16,2% à se positionner économiquement à droite.

5. La gauche et la droite : un clivage toujours déterminé par l'économique ?

Nous avons demandé aux répondants de se situer eux-mêmes sur un axe gauche-droite. Dans d'autres pays, ce clivage s'est parfois transformé en intégrant l'opposition conservatisme-progressisme. Dans le cas belge, d'autres études ont montré que ce clivage reste surtout défini par rapport à l'économique¹⁰. Nous posons donc l'hypothèse que les individus s'auto-positionnant à gauche seront les plus opposés à la privatisation des services postaux et les plus en faveur d'un poids plus important des syndicats dans les grandes décisions économiques. *A contrario*, les répondants estimant appartenir à la droite devraient développer une opinion plus favorable à un interventionnisme minimal de l'Etat dans l'économie.

La répartition des répondants sur cette échelle d'auto-positionnement gauche-droite en fonction de leur position sur notre échelle économique (gauche et droite économique) confirme cette hypothèse, en tout cas pour les individus situés sur la gauche classique (tableau 10).

En effet, plus de quatre personnes sur cinq s'auto-situant de manière marquée à gauche (83,8%) se situent économiquement à gauche. De même, ils sont 74,9% parmi ceux s'auto-positionnant à gauche à aussi s'y situer. A l'opposé du spectre, ce sont les répondants s'auto-positionnant à droite qui sont le moins positionnés économiquement à gauche. En effet, 38,7% des répondants se revendiquant de l'extrême droite classique se situent à la gauche économique, contre 33,4% de ceux qui s'auto-positionnent à droite. Notons-le, entre ces deux extrêmes, les répondants qui se situent au centre de l'axe gauche-droite classique sont majoritairement situés à gauche de l'échelle socio-économique (55,5%).

⁹ B. GOEMINNE, J. BILLIET et M. SWYNGEDOUW, « Structurele en culturele determinanten van het stemgedrag. 1999 versus 2003 », *op. cit.*, p.25.

¹⁰ M. CASTANHEIRA et A. NOURY, « Les positions politiques des partis belges », *op. cit.* ; M. CASTANHEIRA et J. HINDRINKS (éd.), *Réformer sans tabous. 10 questions pour la Belgique de demain*, *op. cit.*, p. 22.

Tableau 10. Auto-positionnement gauche-droite classique des électeurs économiquement à gauche ou à droite (en %)

	<i>Auto- positionnement gauche marquée</i>	<i>Auto- positionnement gauche</i>	<i>Auto- positionnement centre</i>	<i>Auto- positionnement droite</i>	<i>Auto- positionnement droite marquée</i>
Gauche marquée économique	67,2	40,4	21,8	13,5	19,0
Gauche économique	16,6	34,5	33,7	19,9	19,7
Position centrale économique	10,0	15,2	22,6	23,9	27,5
Droite économique	4,4	7,8	16,3	26,4	19,7
Droite marquée économique	1,7	2,1	5,5	16,3	14,1

6. Conclusion

A l'aide de deux questions symptomatiques des enjeux socio-économiques majeurs, nous avons établi une échelle de positionnement socio-économique allant de la gauche la plus marquée à la droite la plus marquée. Nous avons montré que l'électorat francophone se situe majoritairement à gauche sur un axe socio-économique, et ce avec de faibles nuances régionales entre la Wallonie et Bruxelles.

L'analyse de la pénétration des électeurs économiquement de gauche ou de droite sur un certain nombre de variables sociologiques a montré que le genre (les femmes sont économiquement plus de gauche), l'âge (les personnes les plus âgées se situent plus à droite), le statut professionnel (les professions libérales et les cadres ont un comportement économique de droite) ou le capital scolaire (ceux qui ont un parcours scolaire limité ont tendance à se positionner sur la gauche économique), exercent une influence sur le positionnement économique des électeurs.

Il faut conserver ces caractéristiques socio-économiques à l'esprit lorsqu'on évalue la pénétration des électors des principales formations politiques de l'espace politique francophone. Cet espace se structure autour des électors écologiste et socialiste sur le pôle économiquement à gauche et l'électorat réformateur sur le pôle économiquement à droite, les électeurs humanistes, du FN et des autres formations politiques se situant de manière intermédiaire (centre-gauche).

Enfin, nous avons mis en évidence que l'auto-positionnement des répondants sur un axe gauche-droite s'avère encore et toujours pertinent afin de comprendre la perception et l'opinion des électeurs wallons et bruxellois sur des grands enjeux socio-économiques. L'opposition « classique » de la gauche et de la droite sur des questions économiques subsiste donc, même si de nouveaux thèmes et enjeux ne cessent de perturber cette relation idéologique conflictuelle.

Cette juxtaposition d'un axe d'auto-positionnement gauche-droite classique et d'un axe gauche-droite économique n'est pourtant pas linéaire. Par exemple, les électeurs s'auto-positionnant de manière marquée à droite se situent économiquement plus à gauche que les individus se situant à droite. Il faudrait donc se demander s'il s'agit d'une simple divergence conceptuelle ou de terminologie, ou bien si ce

phénomène est révélateur d'un changement et d'une évolution plus profonds que les analyses actuelles du clivage gauche-droite économique ne parviennent pas à saisir.